



Communiqué de l'intersyndicale de la Fonction Publique de Mayotte

Mamoudzou, Le 29 octobre 2013

L'intersyndicale de la Fonction Publique de Mayotte a déposé un préavis de grève pour le 29 octobre 2013. Une très large majorité des agents ont répondu à cet appel (75% de grévistes dans le second degré). Cette mobilisation massive et historique a rassemblé près de 3000 personnes devant la préfecture de Mamoudzou.

Une délégation a été reçue par le représentant du Gouvernement, M. Witkowski, Préfet de Mayotte. Les conclusions de cette entrevue sont plus que décevantes. En effet, il n'existe aucune avancée tangible sur le dossier de la scandaleuse fiscalisation des indemnités d'éloignement (IE et ISE).

Par conséquent, les représentants syndicaux réunis en assemblée générale ont, devant le refus du gouvernement d'accepter de prendre en considération les justes revendications de l'intersyndicale et devant la demande pressante des manifestants exaspérés par des réponses dilatoires, décidé à l'unanimité de prolonger et d'amplifier le mouvement.

Dès les prochains jours, des actions seront menées dans l'ensemble des administrations et un préavis de grève sera déposé pour la semaine du 4 au 9 novembre 2013.

L'annonce faite par M.Lurel, Ministre des Outre-mers, de ne pas fiscaliser les indemnités perçues en 2013, n'est en aucun cas satisfaisante. Bien au contraire, elle nous encourage à poursuivre ce légitime combat et à mobiliser davantage encore pour obtenir un moratoire jusqu'en 2017.

Par ailleurs, les nouveaux décrets du 29 octobre, tardivement publiés de manière opportune, comportent de nombreuses zones d'ombre, en particulier en ce qui concerne le dispositif indemnitaire et le lien avec l'affectation d'origine.

Par son obstination à la mise en œuvre de mesures injustes, le Gouvernement Ayrault se devra d'assumer toute la responsabilité d'un durcissement du mouvement, et porte gravement atteinte à l'attractivité déjà mise à mal du département.

Rendez-vous est donné lundi 4 novembre à 9h, place de la République, pour une manifestation et des actions de blocage.